

Unité interdépartementale Savoie/Haute-Savoie
3 rue Paul Guiton
74000 ANNECY

Annecy, le 16 mai 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03 mai 2022

Contexte et constats

Publié sur



AD ORELEC

465 Route de la Dranse
ZI Les Genevilles
74500 PUBLIER

Références : 20220503-RAP-InspectionAdOrelec2Publier-v01

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03 mai 2022 dans l'établissement AD ORELEC implanté 465 Route de la Dranse ZI Les Genevilles 74500 PUBLIER. L'inspection a été annoncée le 28 avril 2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'objet principal de l'inspection du 3 mai 2022 est la vérification du respect des prescriptions rappelées par l'arrêté préfectoral de mise en demeure n° PAIC-2021-0073 du 13 juillet 2021.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AD ORELEC
- 465 Route de la Dranse ZI Les Genevilles 74500 PUBLIER
- Code AIOT dans GUN : 0010800138
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

Le site AD-ORELEC a pour activité la dorure, l'argenture, le nickelage, le cuivrage et l'étamage par dépôt électrolytique sur des pièces métalliques, en tonneaux ou en bandes.

Alors que le volume des cuves de traitement était de 15 255 litres en octobre 2016 pour 26 245 litres autorisés, dont 1795 litres de bains cyanurés, il est à ce jour de 15 820 litres dont 2740 litres de bains cyanurés.

L'inspection précédente du 12 novembre 2020 a donné lieu à un rappel par arrêté de mise en demeure du 13 juillet 2021 concernant la mise à jour d'un inventaire des produits dangereux, la fourniture d'un bilan récapitulatif de la campagne RSDE (Rejets de Substances Dangereuses dans l'Eau) et les conditions de stockage des déchets .

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Contrôle des prescriptions rappelées par l'arrêté de mise en demeure n° PAIC-2021-0073 du 13 juillet 2021 ;
- Surveillance des eaux souterraines.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>précédente</u> inspection (1)
Inventaire des produits dangereux	AP de Mise en Demeure du 13/07/2021, article 1	/	Lettre de suite préfectorale
Stockage des déchets	Arrêté Préfectoral du 11/12/2000, article 4-3-2	/	Lettre de suite préfectorale
Bilan surveillance pérenne RSDE	AP de Mise en Demeure du 13/07/2021, article 3	/	Lettre de suite préfectorale

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Stockage des déchets	AP de Mise en Demeure du 13/07/2021, article 2	/	Sans objet
Eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 11/12/2000, article 2-5-3	/	Sans objet
Eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 11/12/2000, article 2-3-4-B-2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Concernant l'inventaire des produits dangereux, le classement des baignoires cyanurées au titre de la rubrique 4140 est à confirmer (soumis à déclaration ou non classé).

Par ailleurs, les déchets liquides et leurs dangers ne sont pas identifiés par un étiquetage sur les conteneurs, ce point est à corriger rapidement (15 jours).

Enfin, le bilan de la surveillance pérenne RSDE est incomplet alors que l'exploitant dispose de l'ensemble des données requises, aussi, nous lui demandons de fournir cet état récapitulatif complet sous 30 jours.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Inventaire des produits dangereux

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 13/07/2021, article 1
Thème(s) : Produits chimiques, Classement
Prescription contrôlée : Dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté, le directeur de la société AD-ORELEC est mis en demeure de régulariser sa situation administrative, en application de l'article L. 513.1 du code de l'environnement et de la classification CLP, procédant à l'autorisation, à l'enregistrement ou à la déclaration des activités relevant des rubriques 4110 à 4150 du code de l'environnement. A cet effet, il produira : <ul style="list-style-type: none">- un inventaire pour chacune des rubriques recensant les volumes de matières premières, les bains en exploitation, les déchets précisant pour chacun les volumes et les dilutions ;- la justification de la situation administrative de chacune des rubriques et à la demande d'autorisation si nécessaire.
Constats : L'exploitant a répondu par courrier électronique du 7 février 2022 et nous avons constaté que l'installation comportait 6 chaînes de traitement au lieu de 9 chaînes mentionnées à l'article 1-2 de l'arrêté n°2000-2929 du 11 décembre 2000, sans changement par rapport aux métaux déposés. Il n'y a pas de changement par rapport aux constatations de l'inspection du 12 novembre 2020 rappelées ci-dessous : <ul style="list-style-type: none">- 2565-1-b) : 2740 litres , enregistrement- 2565-2a) : 13080 litres, enregistrement. On peut noter que le volume total est de 15820 litres pour un volume autorisé de 26245 litres par l'arrêté n°2000-2929 du 11 décembre 2000. En outre, l'exploitant a fourni par courrier électronique du 17 février 2022 un inventaire des produits dangereux visés par les rubriques 4110 à 4511. Les quantités sont toutes inférieures aux seuils de classement et les quantités cumulées sont très inférieures aux seuils de classement définis selon l'article R. 511-11 du Code de l'environnement (seuils dits SEVESO). Cependant, l'exploitant a considéré que seulement 245 litres sous forme liquide étaient visés par la rubrique 4130 (Substances et mélanges liquides - Toxicité aiguë catégorie 3 pour les voies d'exposition par inhalation), alors que les installations de traitement par bains cyanurés sont soumises à enregistrement au titre de la rubrique 2565-1-b (Revêtement métallique ou traitement lorsqu'il y a mise en œuvre de cyanures, le volume des cuves affectées au traitement étant supérieur à 200 l).
Observations : Sachant que la DL50 du cyanure de potassium est de 6,8 mg/kg, il est classé catégorie 2 en toxicité aiguë par voie orale (DL50 comprise entre 5 et 50 mg/kg). une dilution dans les bains à environ 10 % entraîne une DL50 de 68 mg/kg, soit un classement catégorie 3 en toxicité aiguë par voie orale (DL50 comprise entre 50 et 300). Dans ce cas, les 2740 litres de bains cyanurés seraient soumis à déclaration au titre de la rubrique 4140-2-b (substances et mélanges liquides de toxicité aiguë catégorie 3 pour la voie d'exposition orale, la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 1 t, mais inférieure à 10 t). Ce point est à confirmer par l'exploitant sous 30 jours.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Nom du point de contrôle : Stockage des déchets

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 13/07/2021, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
Prescription contrôlée : Dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté, le directeur de la société AD-ORELEC est mis en demeure de respecter les articles 2.5.1 et 4.3.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2000-2929 du 11 décembre 2000 en stockant les déchets sur une aire couverte et en stockant les déchets liquides en emballages sur des aires bordées de murettes et conçues de manière à contenir des écoulements accidentels.
Constats : Les déchets liquides sont entreposés sur des rétentions et sous abri, les déchets solides, notamment les boues solides, sont entreposés en extérieur dans des big-bags fermés et étanches, donc protégés des eaux de pluie.
Observations : L'article 2 de l'arrêté de mise en demeure du 13 juillet 2021 est respecté.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Stockage des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/12/2000, article 4-3-2
Thème(s) : Risques chroniques, Etiquetage déchets
Prescription contrôlée : Les déchets pourront être conditionnés dans des emballages en bon état ayant servi à contenir d'autres produits (matières premières notamment) sous réserve que : <ul style="list-style-type: none">- il ne puisse y avoir de réactions dangereuses entre le déchet et les produits ayant été contenus dans l'emballage,- les emballages soient identifiés par les seules indications concernant le déchet. Les déchets conditionnés en emballages devront être stockés sur des aires couvertes et ne pourront pas être gerbés sur plus de 2 hauteurs. Pour les déchets industriels spéciaux, l'emballage portera systématiquement les indications permettant de reconnaître les dits déchets.
Constats : Il n'y a pas l'étiquetage correspondant aux déchets liquides contenus dans les récipients.
Observations : Apposer sous un délai de 15 jours un étiquetage sur les emballages contenant des déchets liquides permettant de reconnaître les déchets (nature et dangers). Adresser les photographies correspondantes à l'inspection des installations classées.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Nom du point de contrôle : Bilan surveillance pérenne RSDE

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 13/07/2021, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, Bilan RSDE
Prescription contrôlée : Dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté, le directeur de la société AD-ORELEC est mis en demeure de respecter l'article 4.3 de l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires n° 2011017-0007 du 17 janvier 2011 en fournissant le bilan RSDE à la suite de la surveillance pérenne réalisée sur DCO, MES, chloroforme, nickel et cuivre, sur le même modèle que celui prévu à l'issue de la surveillance initiale.
Constats : L'exploitant a adressé par courrier électronique du 27 janvier 2022 un état récapitulatif de la campagne RSDE comprenant 9 prélèvements trimestriels s'étendant de mars 2019 à avril 2021, où le chloroforme est compris dans les substances analysées. En revanche, la DCO, les MES, le nickel et le cuivre n'ont pas été inclus dans ce bilan.
Observations : L'exploitant a à sa disposition l'ensemble des analyses trimestrielles de DCO, MES, nickel, cuivre et chloroforme par un laboratoire extérieur, ce qui peut permettre d'établir un état récapitulatif de la campagne RSDE. Le non-respect partiel de la prescription ne concerne en fait que la forme du document attendu et n'est pas de nature à impacter un enjeu environnemental. Aussi, nous demandons à l'exploitant de fournir cet état récapitulatif complet sous 30 jours.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Nom du point de contrôle : Eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/12/2000, article 2-5-3
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance eau
Prescription contrôlée : Il sera installé en limite de propriété deux piézomètres de surveillance de la qualité de la nappe sous-jacente. Le premier sera placé à l'amont hydraulique (limite Sud – Sud Ouest) de l'établissement, le second à l'aval hydraulique (limite Nord – Nord Est, face établissement LEVRAY). La qualité de la nappe sera contrôlée tous les 6 mois sur le piézomètre aval, exception faite du premier contrôle qui portera sur les piézomètres amont et aval. L'eau sera prélevée et analysée de façon à caractériser les paramètres énumérés à l'article 2.3.4.B.2 ci-dessus. Les résultats seront communiqués à l'inspecteur des installations classées de la DRIRE.
Constats : Les dernières analyses ont été réalisées sur les deux piézomètres le 7 janvier 2022 et ont été communiquées à l'inspection des installations classées.
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/12/2000, article 2-3-4-B-2
Thème(s) : Risques chroniques, Analyses
Prescription contrôlée : Paramètres : MEST, DCO, DBO5, Hydrocarbures totaux, Cu, Ni, Pb, Sn, Fluorures (F), Nitrites, Phosphore total, Au, Ag, CN-, Total métaux.
Constats : Les paramètres visés par l'article 2-3-4-B-2 de l'arrêté Préfectoral du 11 décembre 2000 sont systématiquement analysés. Les analyses du 7 janvier 2022 n'ont révélé aucun paramètre supérieur au seuil de détection.
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet